



IMAGE DES QUARTIERS POPULAIRES ET MÉDIAS : UNE VISION TRONQUÉE DE LA RÉALITÉ ?



**SYNTHÈSE DU SÉMINAIRE DE TRAVAIL
DU 1ER OCTOBRE 2019 - REIMS**



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

*Centre de ressources
Grand Est*





Siège : 1 rue de la Course 67000 Strasbourg
Antenne : 11 rue M-J Baillia-Rolland 51100 Reims
Tél. 03 88 14 35 89 contact@oriv.fr www.oriv.org

Directrice de publication : Murielle Maffessoli
Auteures de la synthèse : Emilie Arnoulet et Laetitia Rocher
Mise en page : Céline Albert

Date de publication : Août 2020

L'IMAGE DES QUARTIERS : UNE REFLEXION ENGAGEE PAR L'ORIV DEPUIS MAINTENANT TROIS ANS



Conscient que les quartiers populaires sont souvent marqués par une image négative malgré les efforts engagés pour la rendre plus conformes à la réalité, l'ORIV s'est engagé dans une réflexion sur les représentations sociales liées aux quartiers populaires depuis 2017. Travailler sur l'image des quartiers répond ainsi à plusieurs enjeux pour l'ORIV :

- Clarifier et mieux comprendre les mécanismes qui font que des représentations négatives subsistent,
- Identifier les leviers possibles pour faire évoluer ces représentations sans nier leurs spécificités
- Replacer l'habitant-e au cœur de la réflexion, en faire un acteur à part entière de son devenir.

En effet, si ce problème d'image est important c'est aussi et surtout car il met à mal les personnes qui vivent, en termes d'estime de soi et d'image personnelle mais aussi dans le non-accès à des biens et services du fait de processus discriminatoires.

En engageant cette réflexion et répondre à ces enjeux, l'ORIV a organisé plusieurs événements :

- Une table ronde sur l'image des quartiers populaires lors de [l'Assemblée Générale de l'ORIV](#), le 3 avril 2018, à Strasbourg.
- [Une journée régionale](#) « Quartiers populaires : de l'usage des mots aux réalités territoriales », le 18 septembre 2018 à Reims.
- [Des rencontres territorialisées thématiques](#) organisées sur quatre territoires différents dans une logique de valorisation d'initiatives :
 - Place et rôle de l'Histoire et de la Mémoire des quartiers dans la fabrique de l'image (La Chapelle Saint-Luc – Aube) ;
 - Impacts des actions culturelles sur l'image des quartiers (Yutz – Moselle) ;
 - Place et rôle des habitants-tes dans l'amélioration de l'image des quartiers populaires (Reims – Marne) ;
 - Influence des médias sur l'image des quartiers populaires (Strasbourg – Bas-Rhin).

3

Sur la base de ces constats, en 2019, il s'agissait d'aller plus loin en interrogeant le traitement médiatique qui est fait des quartiers populaires.

Cela s'est traduit par l'organisation d'un séminaire de travail, le 1^{er} octobre 2019 à Reims. Il a rassemblé environ une trentaine d'acteurs et d'actrices du Grand Est issus-es majoritairement de la politique de la ville (élus-es et agents-es des collectivités, services de l'Etat, bailleurs, associations, conseils citoyens).

Les objectifs de cette journée étaient les suivants :

- Prendre conscience de l'influence des médias sur la construction de l'image des quartiers populaires ;
- Réfléchir aux rapports des médias avec les quartiers populaires et leurs habitants-es ;
- Questionner la communication faite sur les quartiers populaires et leurs habitants-es ;
- Identifier des pistes de travail communes pour être plus proche du vécu réel des habitants-es.

Ce séminaire a permis de disposer d'éléments de connaissance concernant la construction de l'image des quartiers populaires par les médias et de proposer des éléments de réflexion sur les enjeux et leviers pour agir sur les représentations sociales des quartiers populaires dans les médias et la communication qui en résulte.

Ce document a pour objectif de synthétiser les échanges et les principaux points abordés durant le séminaire du 1^{er} octobre 2019. Il n'a pas vocation à être exhaustif et vient compléter les présentations des deux intervenants.

Erwan Ruty, directeur du MédiaLab93, était invité en tant que grand témoin pour ce séminaire.

Nathan Rémila, chargé de projet au sein de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) a présenté les enseignements sur l'image des quartiers présents dans le dernier rapport¹ de l'Observatoire nationale de la politique de la ville (ONPV).

Les deux intervenants ont nourri les participants-es de leurs expériences tout au long de la journée. Vous pouvez retrouver leurs interventions [ici](#).


L'après-midi, des travaux en ateliers se sont déroulés en simultané autour de deux questionnements :

- Quelle communication « juste et objective » pour parler des quartiers populaires ?
- Quels liens développer avec les journalistes et comment ?

Ils ont permis de mettre en exergue un certain nombre de points de vigilance et d'enjeux qui sont repris à la fin de cette synthèse.

¹ http://www.onpv.fr/uploads/media_items/tome2_rapportonpv2018.original.pdf

UN CONSTAT QUI NE CHANGE PAS : UN REGARD MEDIATIQUE DEVALORISANT



Depuis près de vingt ans, Erwan Ruty œuvre pour contribuer à la production d'une meilleure image des quartiers. Il a travaillé à la fin des années 90 pour le premier magazine consacré aux banlieues, « [Pote à Pote](#) », premier mensuel dédié à ces questions, a été rédacteur en chef du *Journal officiel des banlieues* après avoir cofondé le trimestriel [Respect mag](#) et l'agence de presse Ressources urbaines. Aujourd'hui il est directeur du [Médialab93](#), un incubateur qui soutient les jeunes créatifs en Seine-Saint-Denis.

Pour comprendre sa démarche, on peut rappeler l'objectif du journal « Pote à Pote ». Le magazine a été créé en 1993 comme porte-voix des habitants des quartiers populaires. Il s'appuie sur deux piliers : la valorisation des initiatives positives des quartiers et des revendications claires et concrètes pour y améliorer la vie.

*« Nous nous attachons à mettre en valeur les actions positives créées par les acteurs de terrain dans les domaines de l'économie et de l'emploi, de l'éducation, de la lutte contre les discriminations, de la mémoire, de la police, de la mixité, de l'immigration, de la culture... qui sont toutes des rubriques du journal. Ces rubriques sont supervisées par nos journalistes référents mais également par un conseil scientifique composé d'experts des thématiques traitées, ce qui permet d'approfondir les questions posées. »*²

En dépit de ces initiatives, une difficulté pour rendre compte du vécu des quartiers populaires demeure. Lorsqu'il évoque des reportages réalisés en direction des quartiers populaires, la banlieue au sens large, Erwan Ruty rappelle : « *Déjà en 1998, un reportage de Paris Match sur les quartiers à Grigny, intitulé "J'ai vécu dans la cité qui fait peur", avait provoqué un grand débat. Le vrai problème c'est que, de plus en plus, ce genre de reportage sur les quartiers à caractère sensationnel se reproduit* ». Erwan Ruty cite deux ou trois exemples³ de reportages qu'il qualifie de malveillants, animalisants. « *Ce genre de reportage reflète une volonté de nuire, de salir.* »

Et il précise que même si certains-es ont envie de regarder les choses avec un prisme original et bienveillant, le travail de régularité, la pression et/ou encore le positionnement de celles et ceux qui travaillent sur la banlieue fait qu'il font face à une pression quant aux urgences des méthodes de travail de la télévision⁴. Un reportage au long cours n'est pas possible pour le journal télévisé du 20h. Pourtant, moins on reste longtemps, plus on ne voit que la partie émergée de l'iceberg alors qu'une démarche dans la durée permet d'aller travailler le sujet plus en profondeur.

² <http://www.maisondespotes.fr/pote-a-pote-le-magazine-des-quartiers>

³ « La Cité du Mâle » de Cathy Sanchez (septembre 2010), « La Villeneuve, un rêve brisé » diffusé dans l'émission *Envoyé spécial* (septembre 2013)

⁴ BERTHAUT Jérôme, *La banlieue du 20h*, Editions Agone, septembre 2013, 430 p.

... MAIS UNE EVOLUTION DANS LE TRAITEMENT MEDIATIQUE DES QUARTIERS POPULAIRES DEPUIS 2005



Prendre en compte la manière dont on parle des quartiers populaires ne peut se faire sans tenir compte de l'évolution globale dans le champ de l'information.

Pour Erwan Ruty, le monde de la presse a beaucoup évolué et est en train de disparaître (dans sa forme classique) même si la presse écrite influence encore fortement les élus-es mais de moins en moins les habitants-es. A l'heure actuelle, le rapport aux médias, en particulier ceux relevant de l'information traditionnelle, pour les habitants-es des quartiers populaires est plutôt de l'ordre de la défiance.

Le traitement médiatique des quartiers populaires a pris une tournure différente au moment des émeutes de 2005.

Globalement, le traitement a été plus riche et plus diversifié, notamment avec des analyses d'experts-es (chercheurs-euses, universitaires...) sur la situation. C'est aussi à cette période que l'on a vu émerger d'autres médias notamment issus des quartiers populaires.

Pour autant, force est de constater que ce qui marque les esprits en premier lieu, ce sont les images sensationnelles comme celle d'une voiture qui brûle. « *On retient ce qui nous choque, nous frappe, nous émeut !* ». Alors certains-es journalistes traitent volontairement l'information sous cet angle car ils ou elles savent que l'audience sera plus importante.

Fort heureusement, d'autres médias font un travail de fond avec un regard centré non plus sur le quartier, mais en produisant un récit plus riche et diversifié et en donnant à voir les initiatives (citoyennes ou associatives).

L'enjeu d'aborder les quartiers populaires de la sorte est de faire évoluer les représentations sur ces derniers et de donner une image sans parti pris à l'ensemble de la société française. Cela suppose de développer des compétences afin de mettre en perspective les événements et les enjeux identifiés plus largement.

A ce titre, le journal *Le Monde* (quotidien national) est le premier journal à avoir développé une compétence spécifique. Luc Bronner, journaliste, a été le spécialiste des banlieues et a commencé à travailler pleinement sur les banlieues parisiennes au moment des émeutes de novembre 2005. Depuis, il a « couvert » pour ce journal la plupart des « événements des banlieues » sous l'angle des émeutes, de la délinquance et des opérations policières. Il est aujourd'hui directeur de la rédaction. Le fait qu'un quotidien de cette ampleur ait à sa tête un journaliste investi sur la question des quartiers populaires aurait pu être une véritable aubaine pour aborder autrement les quartiers populaires. Pourtant, la parution de son ouvrage « *La loi du Ghetto* »⁵ entretient une vision stéréotypée des quartiers. Son propos essentiellement axé sur les aspects sécuritaires est dommageable et ne participe pas à faire évoluer les représentations des quartiers populaires.

Face à ce constat, un des enjeux est aussi de convaincre le reste de la presse de travailler avec des spécialistes de ces sujets et des angles où le prisme de départ est bienveillant. Quand on met en avant la vie quotidienne, cela plait aux gens. Les gens aiment que l'on parle d'eux. Erwan Ruty évoque avec humour « qu'il *serait souhaitable d'avoir un Jean-Pierre Pernaut des quartiers qui*

⁵ Bronner L., « *La loi du ghetto : Enquête dans les banlieues françaises* », Calmann-Lévy, 2011.

réussirait à montrer le quotidien sans en édulcorer la réalité... ».

La question de la formation des journalistes doit aussi être prise en compte doublement dans ce débat car d'une part, elle influe notablement sur la manière de construire l'information et/ou la démarche documentaire. D'autre part, la diversité est peu présente dans les écoles de

journalisme qui font preuve d'un certain élitisme. Une ouverture de l'accès aux formations pourrait permettre aux jeunes des quartiers populaires de se former aux pratiques journalistiques tout en étant des connaisseurs fins du quotidien des quartiers populaires. Récemment, des initiatives se développent en ce sens mais restent toutefois en marge des écoles de journalisme traditionnelles.

UNE DIVERSIFICATION DES MEDIAS



Depuis une dizaine d'années, la société fait face à un développement des réseaux sociaux. Si la télévision et la radio continuent à être sources d'information, l'arrivée massive des réseaux sociaux et leur capacité à plonger les individus dans l'immédiateté entraîne une nouvelle manière de « faire » l'information.

Par conséquent, il y a un impact sur la construction des représentations sociales dans l'imaginaire commun. Les réseaux sociaux sont devenus vecteurs d'informations sans qu'il n'y ait, parallèlement, de régulation quelconque ou de mouvement d'éducation aux bons usages des réseaux sociaux.

Par ailleurs, face aux constats de récurrence des représentations négatives, des projets nationaux se sont développés pour diversifier l'image des quartiers dans les médias.

On peut notamment mettre en avant le fond [« image de la diversité »](#) bien que l'impact positif de cette dynamique reste difficilement mesurable. Créé en 2007, il a pour objectif de « soutenir la création et la diffusion des œuvres cinématographiques, audiovisuelles et multimédia contribuant à donner une représentation plus fidèle de la réalité française et de ses composantes. Une représentation qui vise à écrire par l'image une histoire commune de l'ensemble de la population française autour

des valeurs de la République, en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'écritures et de nouveaux talents, issus notamment des quartiers prioritaires de la politique de la ville. »⁶ Plus récemment, le ministère de la Culture a créé un [fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité](#). « Ces médias (publications, sites Internet de presse, radios, télévisions, webtélés, webradios, etc.) font l'objet d'une attention particulière car ils contribuent à la vigueur du débat démocratique local en donnant la parole aux habitants-tes des territoires, urbains et ruraux, et sont un vecteur d'information et un facteur de cohésion sociale. Ils contribuent à valoriser l'image des territoires et à la faire évoluer et permettent à un large public de se familiariser avec la pratique journalistique, participant ainsi de l'objectif d'éducation aux médias. »

Dans ce contexte, plusieurs longs métrages ont également abordé la question du quotidien des quartiers populaires (La Haine, Intouchables, Divines...). Si l'image des quartiers véhiculée dans ces longs métrages est parfois caricaturale, elle permet toutefois de toucher un large public. Pour Erwan Ruty, « *il faut avoir conscience qu'un film comme « Intouchable » fait beaucoup plus bouger les représentations que la presse quotidienne* ».

⁶ <http://lab-imagesdeladiversite.cgnet.gouv.fr/content/Le-fonds-Images-de-la-diversite%C3%A9>

DES AVANCEES MAIS AUSSI UNE PERSISTANCE DE REPRESENTATIONS NEGATIVES (sur les quartiers populaires)

Nathan Rémila, chargé de projet à l'ONPV, confirme les propos énoncés précédemment. Il nous rend compte d'une étude⁷ réalisée par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) à la demande du CGET⁸ dans le cadre du rapport annuel de l'ONPV, sur le regard porté sur les quartiers sensibles et les mécanismes de construction de ces représentations.

« Le regard que portent nos concitoyens sur ces quartiers est sombre : ils y associent spontanément et en majorité les notions d'insécurité et de délinquance (56%), l'idée de difficultés sociales ou encore de relégation territoriale ».

Conscients de cette image, 57% des habitants-es d'un quartier en politique de la ville sont préoccupés par la mauvaise image du quartier qui est fortement relayée par les médias. C'est notamment ce que pointent les avis rendus par

le conseil national des villes (CNV) de 2009 et de 2016. L'image renvoyée par les médias est dévalorisante et cette perception s'est fortement dégradée. Il y a une attente forte des pouvoirs publics à agir sur la situation.

L'étude du Credoc précise que les représentations sociales vis-à-vis de ces quartiers varient selon les canaux d'information utilisés. Les personnes qui s'informent par le Journal télévisé (JT), et c'est la majorité (71%) des personnes, ont plus tendance à caractériser les quartiers par des niveaux de délinquance élevés.

Les liens personnels entretenus avec un quartier en politique de la ville tiennent également une place importante dans l'image que l'on a du quartier. Connaître des proches ou faire des visites ponctuelles auraient une influence positive sur le regard que l'on porte sur le quartier.

LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE PROPOSE UNE APPROCHE UN PEU PLUS POSITIVE

La différence de rendu de la réalité des quartiers populaires en fonction des supports d'information est corroborée par des travaux récents. Une autre étude⁹ issue du rapport 2018 de l'ONPV a interrogé la manière dont la presse quotidienne régionale (PQR) parle des quartiers populaires.

L'analyse du vocabulaire utilisé dans les articles de la PQR qui traitent des quartiers politiques de la ville (QPV) permet de saisir la tonalité des discours vis-à-vis de ces quartiers, les thématiques traitées et l'effet du plan national de renouvellement urbain sur leur image.

⁷ CGET, « Les Français portent un regard sombre sur les « quartiers sensibles » » Coll. En détail

⁸ Commissariat Général à l'Égalité des Territoires a été remplacé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) depuis le 1er janvier 2020.

⁹ Rapport ONPV 2018, Tome 2 Fiches thématiques

http://www.onpv.fr/uploads/media_items/ra-onpv-2018-fiches-images-des-quartiers-hd.original.pdf

Les articles produits par la PQR sont généralement plus positifs que dans la presse nationale. Il est également intéressant de noter que chaque quotidien développe son propre champ lexical ce qui inscrit les articles dans une certaine tonalité médiatique et permet une différenciation d'un média régional à l'autre. La

PQR ne s'inscrit pas dans le même traitement de l'information que les autres médias, car elle entretient une relation de proximité avec le territoire, son lectorat et ses sources. Elle adopte donc un discours médiatique plus consensuel et neutre.

UNE INVISIBILITE DES HABITANTS-ES DES QUARTIERS POPULAIRES A LA TELEVISION

Dans le cadre des échanges lors de la journée, un zoom sur le baromètre de la diversité du [Conseil supérieur de l'audiovisuel \(CSA\) a été réalisé](#).

Chaque année, le CSA produit une analyse ayant pour but de mesurer la représentation de la diversité à la télévision.

A l'occasion du rapport produit en 2018¹⁰, sept critères ont été utilisés pour mesurer la diversité :

- L'origine perçue (perçu comme « blanc », perçu comme « noir », perçu comme « arabe », perçu comme « asiatique », « autre ») ;
- Le sexe (masculin/féminin) ;
- La catégorie socioprofessionnelle (« CSP+ », correspondant aux catégories socioprofessionnelles supérieures, « CSP- », correspondant aux catégories socioprofessionnelles inférieures, « inactifs » et « activités marginales ou illégales ») ;
- Le handicap (oui/non) ;

- L'âge (« - de 20 ans », « 20 - 34 ans », « 35 – 49 ans », « 50 – 64 ans » et « 65 ans et + ») ;
- La situation de précarité ;
- Et, pour la première fois en 2018, le lieu de résidence.

Pour l'édition 2018, un travail de visionnage de 18 chaînes TV (2400 programmes) a été réalisé par des « indexateurs » représentatifs de la société française.

Les enseignements en sont les suivants :

- Seul 3% des personnes perçues comme résidentes dans les QPV apparaissent à l'écran
- Ces personnes sont la plupart du temps perçues comme non blanches et jeunes.
- Ces personnes apparaissent par ailleurs dans les JT mais très rarement dans des fictions.

Une prochaine publication abordera plus précisément les réseaux sociaux Instagram et Twitter.

¹⁰ <https://www.csa.fr/Informer/Collections-du-CSA/Travaux-Autres-publications/L-observatoire-de-la-diversite/Les-resultats-de-la-vague-2018-du-barometre-de-la-diversite>

FACE A CES QUESTIONNEMENTS, DES PISTES POUR AVANCER

Plusieurs constats, questionnements et idées ont été avancés tout au long de la journée :

- Les initiatives positives qui se développent sont rarement mises en valeur, en lumière ou alors uniquement restreintes aux médias de quartiers. D'ailleurs, ces derniers sont nombreux et sont (co)financés de manières différentes (par les crédits de la politique de la ville, par des bailleurs, sur des fonds propres...) mais ils sont souvent circonscrits au quartier. Comment passer de « la feuille de chou » de quartier à une diffusion plus large ? Une piste pourrait être de valoriser les thématiques plutôt que le territoire. Remettre au cœur les habitants-es en parlant de la richesse des parcours individuels des personnes.
- De nombreuses initiatives culturelles sont mises en œuvre dans les quartiers populaires en s'attachant, qui plus est, à mettre l'habitant-e au cœur du projet. Pour autant, il semble difficile de garder mémoire et de porter à connaissance ces projets et/ou résidences d'artistes. Les projets et réalisations sont rarement mis en exergue sur le site de la DRAC et/ou les sites des artistes... Ici, des points d'amélioration ont été cités comme l'idée de s'appuyer sur les équipements culturels des quartiers qui s'adressent aux habitants-es du quartier et en-dehors, a été avancée (ex. espace Django à Strasbourg). Ils peuvent permettre d'avoir une ouverture positive sur le quartier.
- La mauvaise image des quartiers populaires est ancrée dans l'imaginaire collectif, surtout chez les personnes qui ne l'habitent pas, ne le connaissent pas, ne le côtoient pas. La question de l'image est une question récurrente dans les discussions au sein des conseils citoyens, elle est souvent au cœur de leurs préoccupations. Une des pistes seraient de s'appuyer sur ces « instances » pour améliorer l'image du quartier.
- Il pourrait être intéressant d'avoir des lieux, des espaces, où partager des points de vue sur la situation des quartiers, les événements, l'analyse de la situation... L'idée serait de favoriser une meilleure connaissance de ces quartiers et de ses habitants-es.
- La confiance des habitants-es des quartiers populaires dans les médias s'est très fortement dégradée. Il est nécessaire de rétablir cette confiance, cela peut passer par la construction de liens avec les médias locaux (radios associatives, journaux...) par exemple.
- L'utilisation de nouveaux médias et nouvelles formes de médiatisation entraînent un nouveau rapport aux quartiers populaires. Dans ce cadre, il peut être pertinent de lier l'utilisation de ces nouveaux médias au développement d'actions d'éducation aux médias, y compris dans une approche intergénérationnelle (parents-enfants par exemple).
- Une autre piste pourrait être de travailler sur l'histoire du quartier dans l'idée de restaurer son image, son lien avec le reste de la ville, tout en soulignant à la fois la complexité de cette image et l'ambivalence des événements qui s'y déroulent, comme d'ailleurs sur le reste de la ville. L'enjeu est de réintroduire la complexité de la réalité quotidienne (des événements positifs et négatifs s'y déroulent) et sur la longue durée.

L'IMAGE TRONQUEE DES QUARTIERS POPULAIRES : UNE QUESTION DE RESPONSABILITE PARTAGEE



Les quartiers populaires ne sont pas seulement des lieux où des événements attirent l'attention épisodiquement, ce sont également des lieux d'innovation sociale. On y trouve beaucoup de créativité y compris dans le domaine médiatique. C'est par exemple dans un territoire de la politique de la ville que s'est développé le [Bondy Blog](#) qui symbolise le premier média d'information générale sur le net mais aussi issu de la banlieue. Puis, [Médiapart](#) et [Rue89](#) ont également développé ce type de démarche.

Les métiers dans le milieu médiatique sont en train d'évoluer. Nous assistons au développement de nouveaux modèles de l'information avec un enjeu de taille : comment reprendre contact avec le réel et le public ? Il faut se saisir de ces opportunités dans une logique d'expérimentations et d'innovations pour contribuer à regarder autrement les quartiers populaires.

Néanmoins, de nombreuses questions restent posées et de nouveaux modèles sont à imaginer, à créer, à inventer :

Comment arrive-t-on à sortir du territoire et plus encore à créer des passerelles entre les territoires ? Quelles sont les conditions qui permettent de construire de nouveaux contenus ? La question se pose notamment quand on voit que [le Journal officiel des banlieues](#) ne réussit pas à toucher un public plus large que celui des quartiers. Comment changer de cap, monter en gamme ? Comment fait-on pour sortir de l'entre soi ?

Au-delà de ces questionnements, c'est la question de la responsabilité de chacun-e dans la production des images et des représentations des quartiers populaires qui est posée.

Erwan Ruty a rappelé qu' « en tant que consommateur de médias, nous avons tous et toutes une part de responsabilité dans ce que nous regardons, ce que nous écoutons ». La manière dont nous parlons des quartiers, que l'on soit professionnel-le, habitant-e ou citoyen-ne, influe sur les représentations qui se créent dans l'imaginaire commun.

Il est alors intéressant de se poser la question de savoir si la communication faite sur les quartiers a une incidence sur la vie quotidienne de leurs habitants-es. Lors de cette séance, une élue de la ville de Reims a par exemple fait remarquer que c'est non seulement l'image de certains quartiers de la commune qui s'est entachée depuis 20 ans, mais également la nature du lien social. L'image d'un quartier peut-elle avoir un impact sur la manière dont vit le quartier ? Ou inversement, est-ce que c'est parce que les conditions de vie dans les quartiers populaires se dégradent que l'image que la société en a, n'évolue pas ? Plus généralement, la question de savoir comment communiquer et valoriser les dynamiques positives des quartiers se pose.

Finalement, la question de l'image des quartiers populaires ouvre un champ de réflexion immense. Elle revient à questionner le système de pensée de chacun-e d'entre nous et d'étudier l'impact des projets et des actions qui sont mis en place sur ces territoires. Il convient d'ouvrir la réflexion en interrogeant à la fois l'image des quartiers de l'intérieur (celle que les habitants-es ont eux-mêmes de leurs quartiers) avec celle véhiculée par l'extérieur.

Ainsi, penser l'image des quartiers c'est penser les questions des médias mais aussi par exemple le développement économique, la rénovation urbaine, ou encore l'accès aux droits, la participation des habitants-es ou la mobilité en envisageant le tout comme un système complexe.

L'enjeu n'est pas seulement de donner à voir les réussites, les initiatives pour compenser les représentations négatives, mais aussi de mettre en avant que ces territoires, comme tous les autres, sont traversés par des réalités multiples. La différence venant du fait que lorsqu'un événement tragique survient dans un territoire, il est renvoyé sur l'individu qui en est l'auteur or, à l'échelle des quartiers populaires, il est renvoyé au collectif, aux caractéristiques urbanistiques et sociales du quartier.

Cette manière d'appréhender la réalité entretient le « nous » et « eux », mettant à distance les habitants-es des quartiers populaires du reste de la société et alimente les représentations, voire les peurs.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
et départementale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Emilie ARNOULET

Directrice de projets

Observatoire Régional de l'Intégration
et de la Ville

e.arnoulet@oriv.fr

Laetitia ROCHER

Chargée de projets

Observatoire Régional de l'Intégration
et de la Ville

l.rocher@oriv.fr
